

VUE D'ENSEMBLE

Contexte

La transhumance transfrontalière est une pratique d'élevage majeure en Afrique de l'Ouest, et en particulier dans la région du Sahel. En tant qu'activité économique motrice du développement régional, la transhumance a subi au cours des dernières décennies des bouleversements importants. La variabilité climatique, la pression démographique, la concurrence croissante pour des ressources plus rares, la volatilité politique et l'insécurité ont profondément affecté les itinéraires et les flux de transhumance. Le couloir central, qui relie les pays sahéliens aux pays côtiers, a été particulièrement affecté par ces changements.

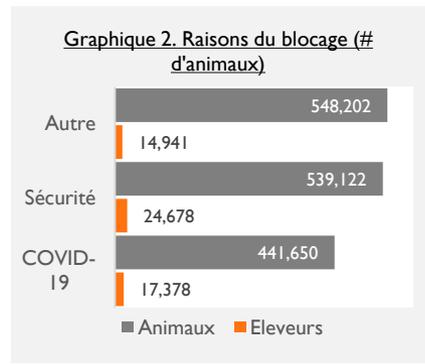
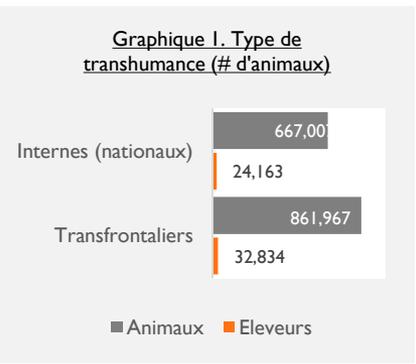
Ce tableau de bord présente les résultats des données collectées dans six pays (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger et Togo) le long du couloir central de transhumance en janvier 2021. Au total, **205 localités ont été évaluées** par le RBM et ses organisations pastorales membres à l'aide d'une méthodologie commune impliquant des ateliers régionaux avec les parties prenantes concernées et une évaluation locale menée par le biais d'informateurs clés. Ce tableau de bord met en évidence le nombre d'éleveurs et de leur bétail actuellement bloqués pour raisons de COVID-19 ou de sécurité.

Résultats principaux

Au total, **1,5 million d'animaux et plus de 57 000 éleveurs ont été identifiés au cours de cet exercice et sont considérés comme bloqués le long du couloir central de transhumance**. Parmi les personnes bloquées, 43% des éleveurs ont été bloqués pour des raisons de sécurité (itinéraire dangereux), 30% pour des raisons liées au COVID-19 (restrictions de mobilité) et 26% pour d'autres raisons telles que le « blocus » du gouvernement ou la présence ou l'absence de pâturages sur l'itinéraire envisagé.

Recommandations

- Faciliter l'accès au matériel de protection (PPE) et sensibiliser les communautés pastorales avec des méthodes de communication appropriées: radios communautaires, au niveau des marchés à bétail, des points d'eau ;
- Sensibiliser et mobiliser les cadres de concertation transfrontaliers sur les besoins de négocier le séjour prolongé des animaux sur les sites qui ne sont pas dédiés aux cultures et négocier le retour des animaux dans leur pays pour faire face à la concentration des animaux et à la forte pression sur les ressources naturelles qui en résulte;
- Faciliter les campagnes de vaccination des animaux et la mise en place d'un dispositif transfrontalier de prophylaxie préventive;
- Encourager la mise en œuvre de filets sociaux d'urgence adaptés aux éleveurs transhumants en prenant en considération la diversité des cas;
- Aider les éleveurs transhumants à se doter de cartes d'état civil et des documents liés à la transhumance: Cartes Nationales/Internationales de Transhumance;
- Concentrer les efforts de prévention des conflits entre agriculteurs et éleveurs dans les zones où les éleveurs sont bloqués contre leur gré (voir carte);
- S'assurer que les informations obtenues sur la situation des transhumants bloqués soient connues de tous et informent les décisions des acteurs du cadre harmonisé des pays concernés mais aussi des acteurs régionaux.



RESUME

Pour la grande majorité, les informateurs clés ont indiqué la présence de différents services et infrastructures soit au niveau de la commune de résidence, soit dans une commune voisine. Toutefois, la présence de ces services n'est pas forcément synonyme de disponibilité ou même d'accès. Par ailleurs, ces données ont été collectées dans une période faste du calendrier pastoral (Décembre/Janvier) où les champs sont libérés, où l'appétibilité des ligneux et herbacés est encore acceptable et où les pâturages et points d'eau sont encore disponibles. Ces proportions élevées, notamment en présence de points d'eau et de zone de pâturages, sont la conséquence de ce calendrier pastoral.

En outre, une deuxième question sur l'accès à l'approvisionnement

en eau et pâturage montre qu'en réalité la situation des éleveurs transhumants bloqués est à nuancer. Ainsi, si les éleveurs sont effectivement bien sur des zones où l'eau et les pâturages sont présents, **l'accès en quantité suffisante en eau et pâturage est nettement plus inquiétante** pour les mois à venir, notamment en considérant les blocages qui existent encore (frontières fermées, etc.)

Les facteurs de risques encourus et soulignés par les éleveurs sont de plusieurs ordres: l'insécurité, la pandémie de COVID-19 mais aussi la fermeture des frontières (liée à l'épidémie de COVID-19 ou non), et le changement climatique. Cette page est à analyser notamment à la lumière des intentions futures des éleveurs (pages suivantes).

SERVICES DE SANTE

Une grande majorité des éleveurs transhumants interrogés déclarent que des services de santé humaine (95%) et animale (98%) sont disponibles dans leur lieu de résidence actuel. Cela acte la présence de ces services, **sans pour autant assurer que les éleveurs auront les ressources nécessaires pour y accéder.**

COVID-19 : 74 pour cent des éleveurs interrogés ont déclaré avoir reçu des informations sur la pandémie de COVID-19. Cependant, **seulement 9 pour cent déclarent avoir accès à des équipements de protection** et la plupart d'entre eux ne savent pas comment agir en cas de suspicion de cas de COVID-19 parmi eux.

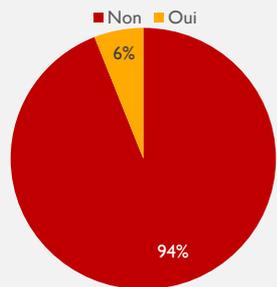
PATURAGES & POINTS D'EAU

D'après les entretiens réalisés avec les informateurs clés, des zones de pâturages et points d'eau sont disponibles dans 95 pour cent des communes où des éleveurs transhumants ont été localisés.

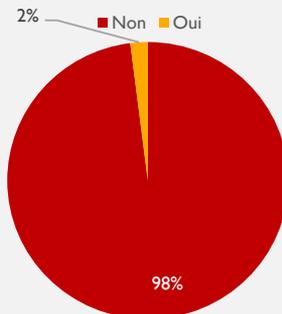
Toutefois, si cette proportion en disponibilité de pâturage et en eau est encourageante, elle ne se traduit pas automatiquement par un accès et une quantité suffisante à l'ensemble des animaux

transhumants. Ainsi, **94 pour cent des informateurs indiquent que ces pâturages ne sont pas suffisants** pour approvisionner tous les animaux de la localité (à la fois le bétail appartenant aux éleveurs transhumants et le bétail appartenant aux éleveurs locaux). Il en va de même pour **98% des informateurs clés considèrent que les points d'eau ne sont pas suffisants pour les besoins du bétail.**

Graphique 1. Les pâturages suffisent à l'approvisionnement de l'ensemble des animaux



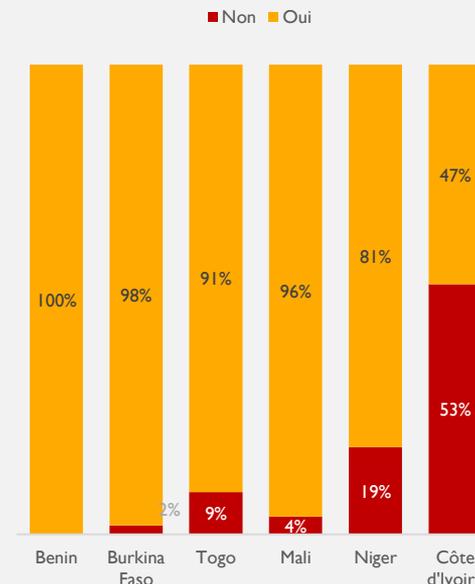
Graphique 2. Les points d'eau suffisent à l'approvisionnement de l'ensemble des animaux (transhumants et sédentaires)


MARCHES A BETAIL

Près de 25 pour cent des éleveurs enquêtés déclarent ne pas avoir accès aux marchés pour vendre leur bétail que ce soit dans leur commune de résidence actuelle ou ailleurs.

L'accès aux marchés à bétail semble particulièrement difficile pour la majorité (53%) des éleveurs bloqués en Côte d'Ivoire.

Graphique 3. Les éleveurs transhumants ont accès aux marchés à bétail



DISTRIBUTION GEOGRAPHIQUE DES ELEVEURS BLOQUES, PAR RAISON

La plupart des éleveurs transhumants bloqués pour des raisons de **sécurité** se trouve dans les régions nigériennes de Dosso et de Tillabéry, ainsi que dans la région Centre-Est du Burkina Faso et les régions du nord du Togo. Les éleveurs et leur bétail sont également largement bloqués en raison des restrictions liées au **COVID-19**. Le Niger est le pays qui a enregistré le plus grand nombre d'éleveurs transhumants bloqués à cause du COVID-19. En outre, de nombreux éleveurs présents au Burkina Faso expliquent qu'ils ont dû laisser leurs animaux en Côte d'Ivoire lorsque les frontières ont été fermées du fait du COVID-19.

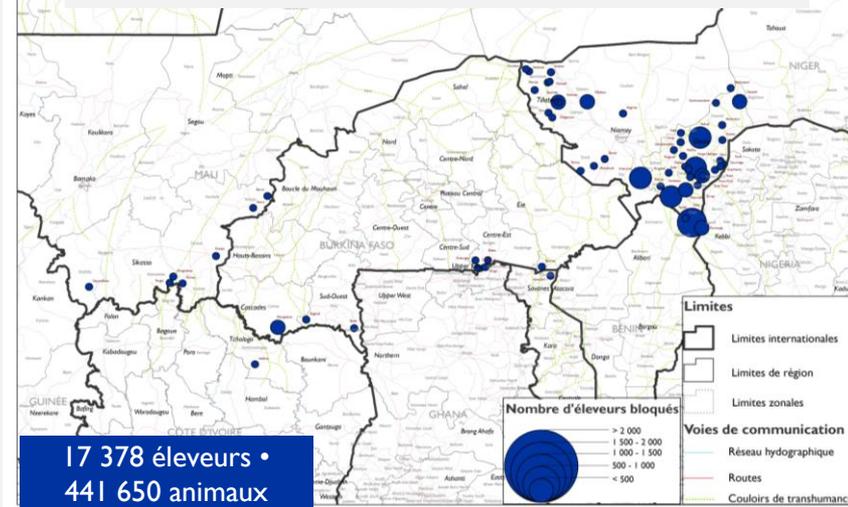
Les autres raisons pour lesquelles les éleveurs déclarent être bloqués - principalement au Burkina Faso, au Niger et en Côte d'Ivoire - sont les fermetures de frontières pour des raisons non liées au COVID-19 (pour ceux du Burkina Faso à la frontière du Bénin), ou comme stratégie d'adaptation face aux facteurs climatiques en justifiant leur présence en Côte

d'Ivoire par la recherche de pâturages.

Face à ces situations, les éleveurs ont développé des stratégies d'adaptation et d'optimisation de leurs ressources comme par exemple, choisir de rester dans des zones pourvues en eau et pâture ou réduire le nombre d'animaux par éleveurs. Ainsi, les éleveurs réduisent le nombre d'animaux par éleveur dans des situations d'insécurité (en moyenne 22 animaux par éleveur), ou lorsqu'ils sont bloqués par la pandémie (25 par éleveur).

BEN	BFA	CIV	MLI	NER	TOG
Borgou 73	Cascade 518	Tchologo 5,572	Sikasso 765	Tillabéri 8,617	Savanes 167
Alibori 122	Sud-Ouest 97	Poro 6,138		Dosso 29,558	Kara 154
	Est 2,190				
	Centre Est 3,027				

Carte 3. Eleveurs transhumants bloqués le long du Couloir de Transhumance Central - COVID-19



Ratio:
animaux /
éleveur

22
animaux

Bloqué: Insécurité

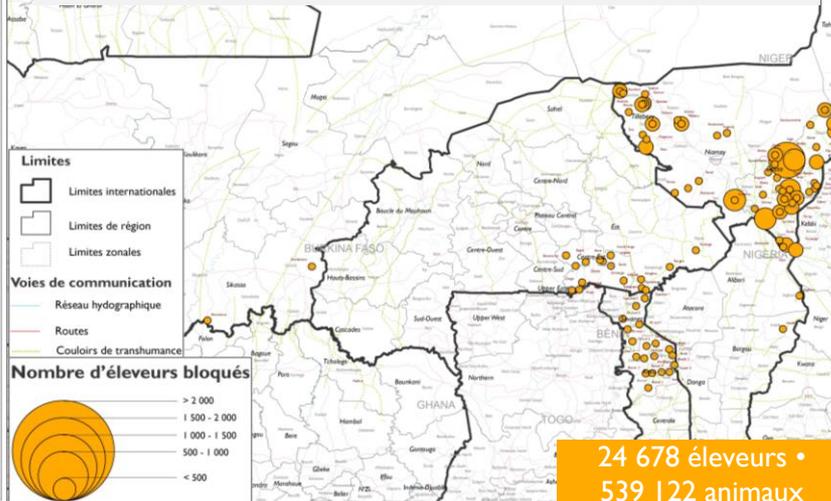
25
animaux

Bloqué: COVID-19

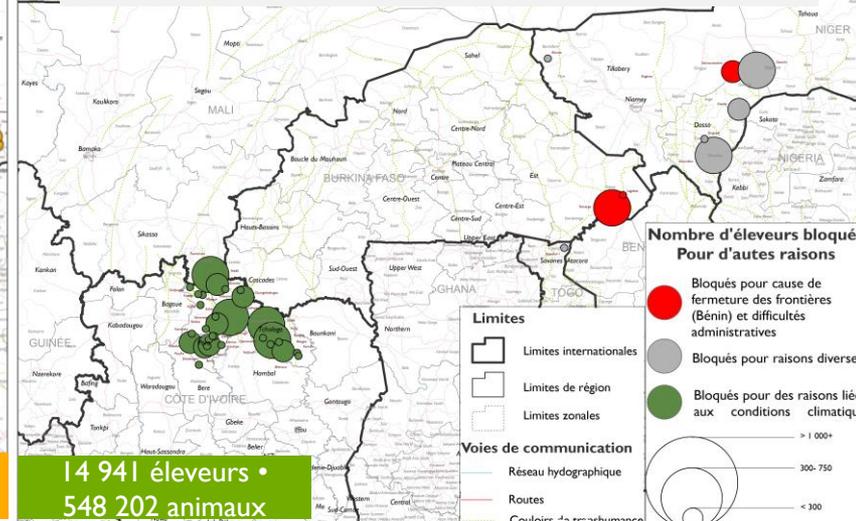
37
animaux

Bloqué: Autres

Carte 2. Eleveurs transhumants bloqués le long du Couloir de Transhumance Central - Sécurité



Carte 4. Eleveurs transhumants bloqués le long du Couloir de Transhumance Central - Autres



INTENTIONS DE MOUVEMENT DANS LES 3 MOIS SUIVANT L'ENQUETE

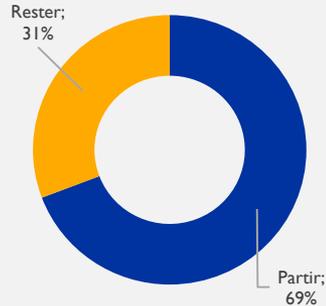
Plus des deux tiers (69%) des éleveurs transhumants transfrontaliers enquêtés ont l'intention de quitter leur lieu de résidence actuel dans les trois mois suivant l'enquête (janvier / février).

Au Niger, où se trouve une grande partie des éleveurs bloqués, la majorité souhaite quitter leur lieu de résidence actuelle pour rentrer dans leur pays d'origine ou pour partir dans une autre région. C'est ainsi que le Niger s'avère être aussi le principal pays de destination des éleveurs bloqués. En réalité, un grand nombre des éleveurs bloqués au Niger souhaitent seulement changer de région.

En Côte d'Ivoire, la plupart des éleveurs transhumants bloqués expliquent leur présence par la disponibilité de ressources pour leur bétail (et l'insuffisance de ces mêmes ressources dans leurs zones d'origine). Ils s'y considèrent bloqués du fait de mauvais pâturages là où ils auraient souhaité être. C'est en toute logique qu'ils souhaitent donc majoritairement y rester.

En ce qui concerne les destinations envisagées, moins de 12 pour cent des éleveurs prévoient de se rendre dans un autre pays, 34 pour cent prévoient de rester dans leur pays de résidence actuel mais de se rendre dans une autre région et 24 pour cent ont l'intention de retourner dans leur pays d'origine (31% prévoient de rester).

Graphique 4. Intentions des éleveurs transfrontaliers

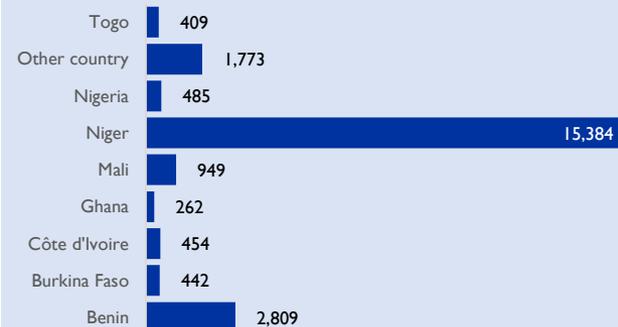


INTENTIONS DE MOUVEMENT – PAYS DE DESTINATION PREVU

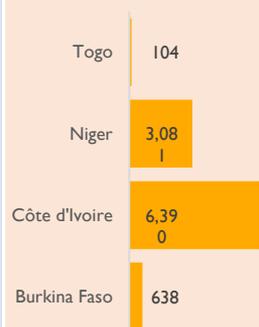
33 180 éleveurs

PARTIR			RESTER
... dans un autre pays	... dans une autre région	... retour dans le pays d'origine	
3 851 éleveurs (12%)	11 203 éleveurs (34%)	7 913 éleveurs (24%)	10 213 éleveurs (31%)

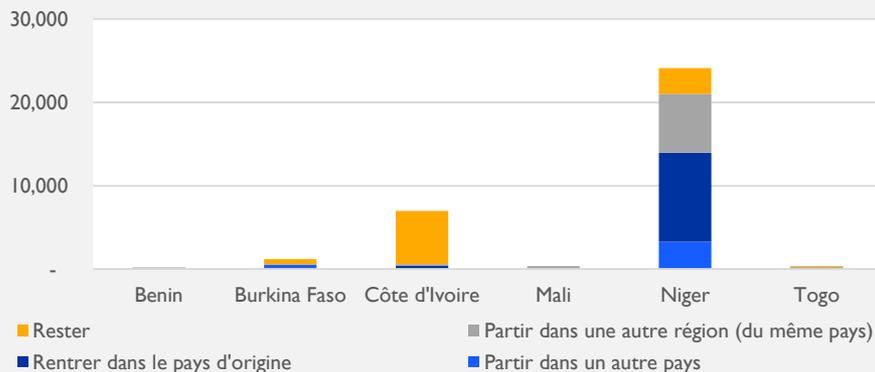
Pays de destination finale



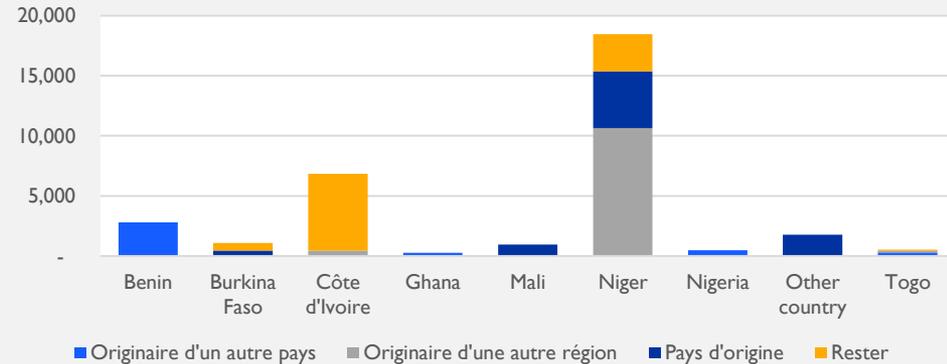
Country of Stay



INTENTION DE MOUVEMENT PAR PAYS DE RESIDENCE ACTUELLE



PAYS DE DESTINATION PREVU PAR LES ELEVEURS (intention)



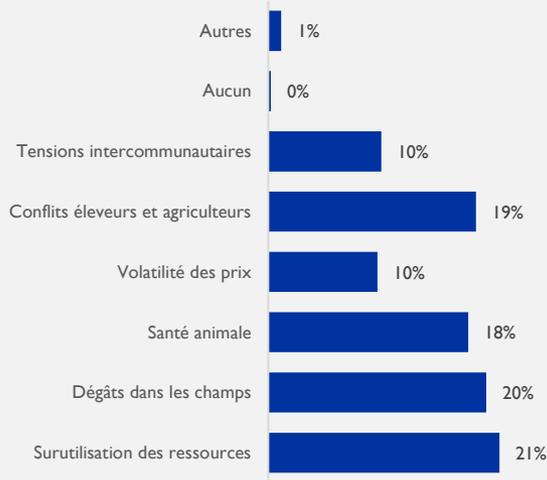
IMPACTS & RISQUES

Les éleveurs transhumants enquêtés affirment que la surexploitation des ressources sur les localités où ils sont bloqués (21%) ainsi que les dommages causés par leur bétail dans les champs environnants (20%) et plus largement, les conflits entre éleveurs et agriculteurs (19%) sont des causes potentielles de conflits dans leur lieu de résidence actuel (voir graphique 5).

Ces constats se reflètent dans leurs réponses quant aux impacts de leur situation sur eux-mêmes et sur les communautés d'accueil. Concernant le premier type d'impact, les éleveurs expliquent qu'ils sont majoritairement affectés par la perte de revenus (20%), l'insécurité alimentaire (21%), la maladie ou la mort de leurs animaux (22%), du fait de l'absence d'accès aux marchés.

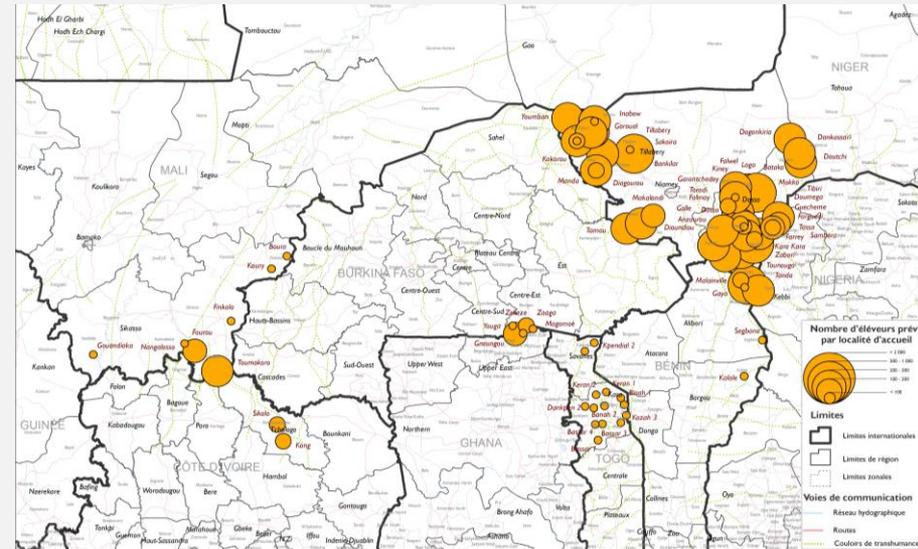
Interrogés sur les impacts sur les localités, les éleveurs mentionnent les conflits entre communautés d'accueil et éleveurs transhumants (18%) ainsi qu'une diminution des ressources (20%) comme principales conséquences des blocages.

Graphique 5. Risques potentiels associés au blocage des éleveurs dans la localité

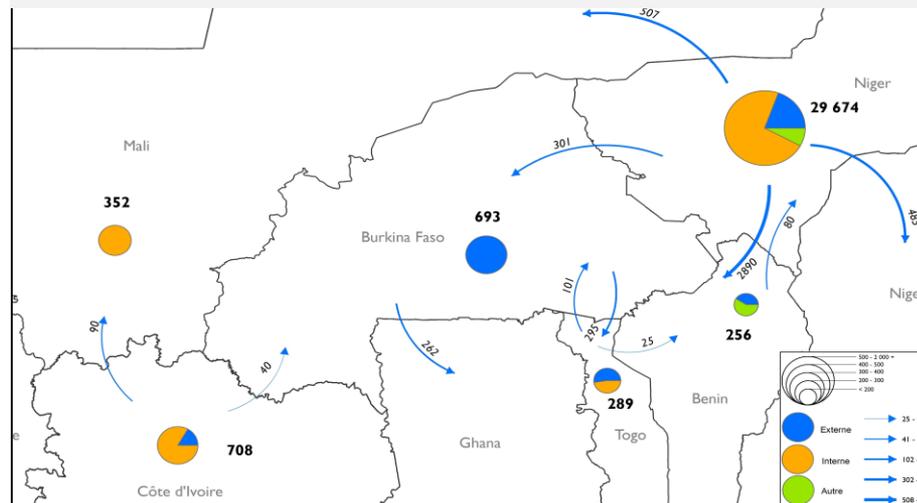


Carte 5. Localisation des éleveurs transhumants transfrontaliers bloqués avec intention de partir à trois mois : potentielles zones à risques

La carte 5 (voir ci-contre) identifie les sites où se trouvent des éleveurs bloqués ayant l'intention de partir d'ici trois mois. Or, si ces éleveurs se voient refuser le passage vers les destinations qu'ils envisagent et se trouvent dans l'obligation de rester sur place, cela pourrait générer des frustrations mais aussi de potentiels conflits entre agriculteurs et éleveurs sur ces sites quant à l'utilisation de ressources en eau et pâturage qui pourraient alors se raréfier.



Carte 6. Localisation des éleveurs transhumants transfrontaliers bloqués avec intention de partir à trois mois : destinations envisagées

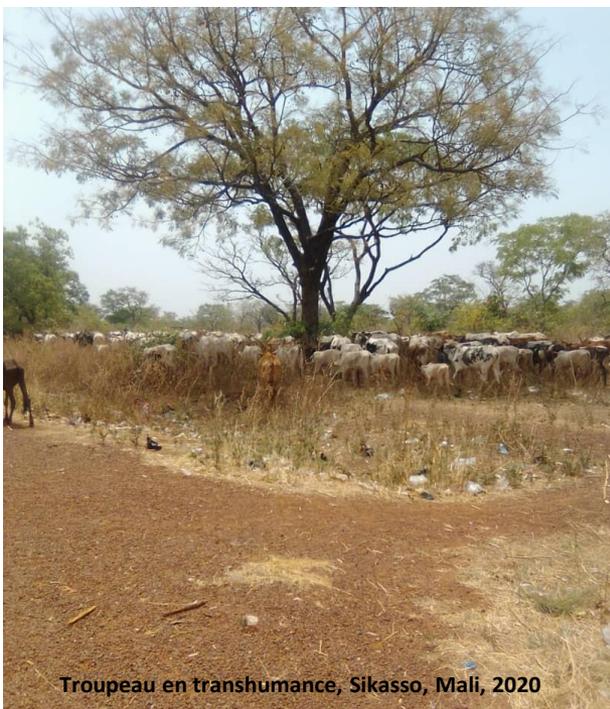


La carte 6 (voir ci-contre) identifie les destinations envisagées d'ici trois mois par les éleveurs transfrontaliers bloqués. Comme dans l'analyse précédente sur les intentions, il est observé que les éleveurs se situent principalement au Niger et que ces éleveurs bloqués au Niger sont nombreux à vouloir rester y rester tout en changeant de région. Cette carte permet d'anticiper les potentielles arrivées d'éleveurs transhumants et de leurs animaux. Par ailleurs, en dépit de frontières fermées, nombre d'entre eux souhaitent partir au Bénin.

PROJET

Projet: L'OIM, à travers sa matrice de suivi des déplacements (DTM), travaille avec le Réseau Bilital Maroobe (RBM) et ses organisations pastorales partenaires, pour cartographier les mouvements des éleveurs transhumants le long du couloir central de transhumance, afin de mieux comprendre la dynamique et les caractéristiques des mouvements internes (nationaux) et transfrontaliers. Ce projet s'efforce de fournir une analyse cohérente et des estimations solides des flux le long des principales routes.

La cartographie des éleveurs nomades bloqués vise à fournir des estimations du nombre de transhumants et de leurs animaux actuellement bloqués aux frontières en raison de restrictions liées au COVID-19, telles que la fermeture des frontières, ou d'autres problèmes de sécurité, dans le but d'informer la réunion de Haut-Niveau de la CEDEAO à venir dans le but de promouvoir une transhumance transfrontalière pacifique.



Troupeau en transhumance, Sikasso, Mali, 2020

METHODOLOGIE

Objectif: Le but de cet outil de cartographie spécifique au contexte du COVID-19 est double:

- Etablir une carte des éleveurs et animaux vivant actuellement dans les pays du sud (Bénin, Togo, Ghana, Côte d'Ivoire) et qui sont bloqués en raison de la situation exceptionnelle causée par la pandémie COVID-19;
- Identifier les points de regroupement actuellement utilisés et qui résultent des restrictions de mobilité liées à la pandémie.

Couverture géographique: La collecte de données s'est concentrée sur les pays côtiers où les éleveurs transhumants et leurs troupeaux sont actuellement bloqués: Côte d'Ivoire, Togo, Bénin; ainsi que les pays sahéliens (Mali, Niger et Burkina Faso) où les éleveurs sont confrontés à de multiples défis (sécurité, restrictions de mobilité). Afin de faciliter la collecte de données, une ventilation administrative de ces pays a été effectuée en mettant l'accent sur les régions et les communes.

Source d'information: La principale source d'information pour cet exercice est le réseau d'informateurs clés du RBM actuellement actifs dans les zones géographiques ciblées.

Étapes: Une première étape visait à établir une liste des régions dans la zone géographique ciblée. À partir de cette liste de régions ciblées, RBM et ses partenaires ont identifié des informateurs clés pertinents qui peuvent représenter et parler de ces régions.

- **Au niveau régional,** une première enquête a été menée auprès des informateurs clés de la région, afin d'identifier les communes accueillant des éleveurs transhumants bloqués avec leurs troupeaux. La liste des communes générée par cette première étape de collecte de données a permis d'identifier les communes où la deuxième enquête a été réalisée - 13 questionnaires.
- **Au niveau de la commune,** des données ont ensuite été collectées auprès d'informateurs clés qui pouvaient fournir des informations sur les éleveurs transhumants bloqués avec leurs troupeaux. Le questionnaire a permis d'identifier les zones spécifiques où ces éleveurs transhumants et leurs troupeaux étaient bloqués mais également les risques potentiels associés au séjour des éleveurs transhumants dans cette zone et leurs intentions futures - 205 questionnaires

Modalités: parce que certaines régions manquaient d'électricité et de réseau mobile, la plupart des collectes de données se sont faites sur papier. Les points focaux nationaux ont supervisé le téléchargement des données sur l'OIM / RBM Kobo.

Cartes: Les cartes présentées dans ce document le sont à des fins d'illustration uniquement. Les noms et les frontières sur cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle par l'OIM.